https://www.universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article707

Quelle/s issue/s pour le mouvement ?

- Fondation Copernic 31 -

Date de mise en ligne : dimanche 8 mai 2016

Copyright © Universite Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Patrick MIGNARD est un universitaire toulousain, professeur d'économie à l'IUT de Toulouse , chercheur au LERASS (Laboratoire d'Etudes et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales).Il a animé à plusieurs reprises des conférences de l' UPT et a participé au lancement de la campagne contre TAFTA, dans le 31

Patrick MIGNARD publie régulièrement des textes sur son blog http://fedetlib.overblog.com/, nous le lisons attentivement ; à notre goût il n'y a pas suffisamment de production locale où alors elle reste confinée dans des cercles restreints essentiellement universitaires. Çà fait du bien de ne pas être en permanence réduit-e-s à lire et consulter les productions de toutes sortes de spécialistes parisiens. Nous publions avec son accord son dernier article "Quelle/s issue/s pour le Mouvement " qui traite du mouvement en cours, il complète, précise, bon nombre de nos écrits et invite sans aucun doute à poursuivre le débat et l'analyse.

https://www.universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L400xH300/dsc05506-2-dc44b.jpg

QUELLE/S ISSUE/S POUR LE MOUVEMENT ?

Si le mouvement social du printemps 2016 doit beaucoup à la loi El Khomri, pour agréger les mécontentements, il dépasse nettement le cadre de celle-ci. Personne n'a été dupe, mis à part les naïfs, que cette loi, d'un pur jus libéral, est faite pour adapter le marché de la force de travail aux exigences du système capitaliste. Même à la base du parti au pouvoir, cette loi n'a pas fait illusion ce qui est exceptionnel ! ! !

Pourtant, ce mouvement social se fait dans un contexte nouveau par rapport aux précédents. Pas seulement par le fait que la social démocratie, glissant vers le social libéralisme, est au pouvoir, mais aussi, et surtout du fait de la configuration nouvelle du capitalisme et de l' « état sociologique » de la masse des salariés.

UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE NOUVEAU

En quelques années, la mondialisation du capital a profondément transformé la donne économique du système marchand. Le « libre échange » et son corollaire « l'hyper compétitivité » ont fait de l'économie mondiale un vaste jeu d'échecs où le salarié est devenu un pion manipulable à l'infini. L'Europe libérale, les accords commerciaux, l'internationalisation des entreprises, les délocalisations, ont rendu une grande partie des politiques économiques des Etats parfaitement obsolètes. Le marché est devenu le paradigme dominant de la relation économique et sociale, reléguant au second plan les initiatives centrales des Etats en vue de la régulation économique. Le capitalisme financier, sans toute fois se substituer au capitalisme industriel, est devenu le chef d'orchestre de la répartition de la richesse (monétaire,… et donc matérielle) dans le monde.

L'internationalisation des entreprises a fait exploser les lieux du pouvoir économique. La mondialisation du Capital a créé des entités économiques qui dépassent largement le cadre des États, relativisant le pouvoir de ceux-ci et leur faisant jouer le rôle de garants d'un système sur lequel ils n'ont plus aucun contrôle. Cette évolution remet en question le concept même de citoyenneté. En effet, le citoyen d'un Etat n'a plus aucun contrôle sur les destinées économiques et sociales nationales,… à fortiori internationales. Le vrai pouvoir n'est plus dans la représentation citoyenne, mais dans le conseil d'administration des firmes internationales.

La classe ouvrière qui constituait dans le passé l'élément essentiel de la contestation sociale n'existe plus en tant que telle. L'extension du salariat s'est fait dans un cadre de réduction drastique des grandes unités industrielles (mines, métallurgie, automobile, chimie,…) qui étaient des concentrations ouvrières. Les salariés, aujourd'hui sont atomisés et n'ont plus la même force de frappe que par le passé. Le chômage massif (plus de 6 fois de ce qu'il était en 1968) pèse lourd dans la détermination de la contestation sociale, de même que la puissance du capital qui peut,

Copyright © Universite Populaire de Toulouse

par sa mondialisation imposer ses lois.

UN CONTEXTE POLITIQUE NOUVEAU

L'arrivée en France, en 2012, de la « social démocratie » au pouvoir n'a fait que confirmer les limites de celle-ci. De même qu'en 1984, dans un contexte de libéralisation généralisée, les « socialistes » adoptent la « rigueur » et ouvrent la voie à la libéralisation, l'affirmation du candidat « socialiste » en 2012 « Mon ennemie c'est la finance ! », n'a pas résisté à l'épreuve de la réalité économique. Aujourd'hui, la dégradation des relations sociales, la liquidation programmée des acquis sociaux et du secteur public est à l'origine de la révolte sociale dont la loi El Khomri sur le code du travail n'est que le dernier avatar.La trahison avérée de la classe politique entraîne actuellement une méfiance à l'égard des partis politiques dont le seul bénéficiaire, et encore relativement, est le FN. L'abstention atteint des niveaux jamais enregistrés par le passé.

Le modèle d'alternance Droite/Gauche ne fonctionne plus. Il est à juste titre accusé d'aboutir à une impasse politique et sociale. Pourtant, aucune alternative, du moins actuellement n'est réellement envisageable. Le vieux modèle classique du renversement du système, qui a nourri tous les espoirs du 20e siècle, outre le fait qu'il n'a jamais marché, n'est pas crédible aux yeux de l'opinion publique. L'extrême-gauche qui fut porteuse de ce projet a perdu toute crédibilité. Seul, le néo-fascisme, qui prospère sur le fumier de la crise, tire quelques avantages de cette situation bloquée.

La suspicion à l'égard des politiciens est générale et suscite un mouvement de protestation non structuré, sans perspective claire, et craintif de tout risque de récupération. Sa forme la plus emblématique est la généralisation de la version française de ce que fût le mouvement des « Indignés » en Espagne. Mouvement qui s'exprime par la succession ininterrompue de manifestations de rues et la généralisation aux principales villes des « Nuit Debout ».

UN AVENIR INCERTAIN

Devant un tel mouvement qui se cherche, le pouvoir « socialiste », totalement déconsidéré, joue manifestement le « pourrissement », et la répression, comptant sur la lassitude et les prochaines élections pour, sinon reprendre la main, du moins faire en sorte que cette contestation s'exprime dans un cadre institutionnel officiel : les élections. En marge de ce mouvement, rôdent des politiciens en manque de reconnaissance et qui se serviraient bien de lui pour asseoir une autorité qui leur permettrait de jouer un rôle auquel ils aspirent… en devenir les chefs et s'offrir une nouvelle carrière politique. La spécificité, anti-organisationnelle et anti-autoritaire du mouvement les empêche cependant d'exprimer ouvertement leurs prétentions.

La base sociale de ce mouvement est également très hétérogène. Outre une classe ouvrière qui n'est plus le fer de lance des luttes, les mouvements étudiant et lycéen n'offrent pas plus de perspectives organisationnelles permettant de structurer la contestation.

Ainsi le mouvement stagne entre des manifestations qui tournent à la violence contre une répression de plus en plus dure et des occupations symboliques (places, cinémas, théâtres…). Pas de perspectives concrètes en dehors d'une volonté légitime d'échanges sur la situation sociale et les méfaits du système dominant.

https://www.universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L400xH300/dsc05510-2-822ce.jpg

Il est clair que cette situation ne peut se poursuivre éternellement. Quelles issues possibles ?

• un pourrissement et la reprise en main, au début de l'été, par l'Etat, avec quelques escarmouches lors des festivals…

• un durcissement côté salariés avec la difficulté de mobiliser,… les anciens bastions ouvriers n'existant plus !... Dans ce cas une grève générale reconductible,… mais avec quelle perspective ?....Simplement le retrait de la loi El Khomri ?...

• l'échec de la loi devant le Parlement : le gouvernement tire les leçons de l'échec, qu'il refuse d'assumer. La loi retirée, les syndicats vont crier victoire et stopper le mouvement de contestation. Qu'en sera-t-il de « Nuit Debout » ?

Copyright © Universite Populaire de Toulouse

(voir le premier point).

Quoique politiquement fort utile et éminemment citoyen, ce mouvement, en l'état, ne peut pas aboutir à une alternative : manque de projet, de stratégie de développement et de renversement du pouvoir en place. Il est probable qu'il ouvre des perspectives à des politiciens à l'affût qui, par moultes promesses arriveront à convaincre… On assistera alors à une modification du paysage politique et, peut-être, à la marginalisation du FN qui se verra l' « herbe coupée sous les pieds ». Peut-être une logique à la « Podemos » !Dans tous les cas de figure, le changement tant espéré devra attendre, ou plutôt devra se construire dans des alternatives quotidiennes qui constitueront dans l'avenir l'évènement d'un véritable changement.

4 mai 2016 Patrick MIGNARD

Copyright © Universite Populaire de Toulouse